

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

**Travailler « sans relâche » pour
construire une armée
professionnelle**



La République d'Arménie aura une armée professionnelle et le gouvernement travaillera sans relâche pour y parvenir, a déclaré le Premier ministre Nikol Pachinian le 28 janvier, jour où les Arméniens célèbrent la Journée de l'armée.

Les forces armées du pays ont été officiellement créées le 28 janvier 1992, plusieurs mois après la déclaration d'indépendance de l'Union soviétique.

« Le peuple arménien apprécie l'héroïsme de tous nos héros, ces soldats, officiers, généraux et volontaires qui se sont battus jusqu'au bout pour la défense, la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la patrie », a déclaré Pachinian, qui s'est isolé du coronavirus. , a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Aujourd'hui, nous poursuivons la voie des réformes systématiques visant à développer davantage les forces armées, en réévaluant le chemin passé de l'armée, les avantages, les lacunes et les problèmes qu'elle avait. La République d'Arménie aura une armée professionnelle et le gouvernement effectuera ce travail sans relâche, sans découragement ni pessimisme, mais avec optimisme sur la voie de la construction de notre environnement de sécurité. Améliorer la préparation au combat de l'armée, l'arsenal et les conditions de service militaire est notre priorité.

par [Jean Eckian](#)

2- Les Nouvelles d'Arménie

28/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89516

La Croix-Rouge met en garde contre une nouvelle « agonie » en Artsakh

« Dans les champs marécageux et les pentes des montagnes, dans des zones difficiles d'accès envahies par les buissons, jonchées de mines et de munitions non explosées, des dizaines d'hommes et de femmes ont cherché et trouvé les restes de soldats tombés pendant plus d'un an », a déclaré le Comité international de la Croix-Rouge a évoqué les conséquences de la guerre du Haut-

Karabakh en 2020.

Environ 300 personnes sont toujours portées disparues en raison de l'escalade du conflit du Haut-Karabakh en 2020. Depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu en novembre 2020, les restes de plus de 1 700 personnes ont été retrouvés et le processus de les identifier et de les restituer à leurs familles a commencé.

Le Comité international de la Croix-Rouge, en collaboration avec les Casques bleus russes, a effectué environ 360 recherches de restes humains, soutenant les équipes de secours locales dans leur travail.

"Rien ne peut ramener leurs proches, mais donner à ces centaines de familles une chance de savoir ce qui s'est passé est extrêmement important. Les conditions sont toujours extrêmement dangereuses parce que le terrain est jonché de mines et de munitions non explosées, et en plus, en hiver, la visibilité tombe à presque zéro », a déclaré Christopher Poole, qui dirige les spécialistes régionaux du CICR en mines terrestres, restes explosifs de guerre, stocks et petites armes.

« Afin de récupérer ces restes, les équipes de récupération doivent faire face à un danger mortel. Il ne s'agit pas seulement de traiter les morts avec dignité, mais aussi de le faire en toute sécurité. Nos équipes soutiennent les spécialistes locaux dans cette tâche », a déclaré Poole.

Les travaux de restauration sont souvent suspendus pour diverses raisons, notamment les conditions hivernales. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du travail de longue date du CICR en tant qu'intermédiaire neutre dans la région depuis 1992.

Les experts médico-légaux du CICR assistent également les morgues de la région en fournissant un entrepôt frigorifique, du matériel et des conseils aux groupes qui entreprennent la difficile tâche d'identification.

« Récupérer des restes humains, identifier les victimes et les restituer à leurs familles est complexe et prend du temps. Il y a toujours beaucoup de pression sur les médecins légistes de la part des autorités et des familles pour qu'ils travaillent le plus rapidement possible, mais il n'y a pas de marge d'erreur », a déclaré Jane Taylor, responsable régionale de la médecine légale du CICR pour l'Europe et l'Asie centrale.

En plus des centaines de personnes portées disparues lors de l'escalade de novembre 2020, plus de 4 500 personnes ont disparu à la suite du conflit des années 1990.

« Les personnes portées disparues et les familles qui ne savent pas ce qui leur est arrivé sont l'une des cicatrices les plus atroces et souvent négligées laissées par les conflits. Des milliers de familles à travers l'Europe vivent aujourd'hui avec cette douleur.

Outre les personnes touchées par le conflit du Haut-Karabakh, il y a des centaines de personnes portées disparues en Ukraine après près de huit ans de conflit, par exemple, et plus de 10 000 personnes portées disparues dans les Balkans », a déclaré Martin Schüepp, directeur régional du CICR pour l'Europe et l'Europe centrale. Asie.

par [Jean Eckian](#)

3- Les Nouvelles d'Arménie

27/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89493

Les soldats Azéris tentent d'intimider les Arméniens du village de Karmir Shouka (Artsakh)

Dans l'après-midi du mercredi 26 janvier, depuis les positions des zones occupées, proche du village arménien de Karmir Shuka dans la région de Martouni (Artsakh), les soldats Azéris, afin d'intimider les Arméniens, ont réalisé des tirs en l'air. Mais ces tirs ne visaient pas le village arménien frontalier de la zone de l'Artsakh et de la partie de l'Artsakh occupée par l'armée azérie depuis la guerre de 44 jours.

L'information a été confirmée par le chef du Département central de l'information du bureau du président de la République de l'Artsakh, Vahram Poghosyan. Les Arméniens de Karmir Shuka avaient hier matin bloqué un convoi de véhicules azéris traversant le village protestant contre ces traversées sans information préalable.

Krikor Amirzayan

4- Les Nouvelles d'Arménie

28/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89526

Ararat Mirzoyan écarte l'accusation de l'opposition de « flirter » avec la Turquie au détriment des intérêts du pays

Le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan a balayé aujourd'hui les accusations de l'opposition parlementaire selon lesquelles les autorités « flirtent » avec la Turquie au détriment des intérêts du pays.

« Demandez à l'opposition, comment se fait-il que depuis la fin des années 1990, il n'y ait pratiquement pas eu une seule année sans négociations, discussions, échanges de lettres et contacts avec la Turquie ? Laissons de côté tous ces contes de fées. L'opposition doit cesser de manipuler la question en tromper le public. Arrêtez de vivre dans une atmosphère d'illusion. Ce qui nous est arrivé est le résultat de l'auto-tromperie. Nous devons faire face à la vérité sans rien cacher », a déclaré Mirzoyan aux journalistes lors d'une visite au panthéon militaire de Yerablur alors que l'Arménie célèbre le 30 anniversaire de ses forces armées.

Il a ajouté qu'on ne peut pas dire une chose sur diverses plateformes

internationales et ensuite, après être rentré chez soi, affirmer autre chose.

« Ce que je négocie, je parle directement lors de la session Q&A du gouvernement à l'Assemblée nationale, il n'y a rien de secret, tout est public », a déclaré Mirzoyan. Il a noté que l'Arménie a des « lignes rouges » à l'échelle nationale qui ne peuvent pas être franchies.

"Nous ne sommes pas les premiers ni les derniers à avoir été longtemps en conflit avec leurs voisins. Les questions sont nombreuses, dont les réponses doivent être discutées. D'abord et avant tout, nous parlons d'établir une paix à long terme et durable dans la région », a déclaré Mirzoyan.

En réponse à une question selon laquelle de tels pourparlers insultent les sentiments des parents des militaires décédés pendant la guerre dans la zone de conflit du Haut-Karabakh à l'automne 2020, Mirzoyan a déclaré qu'avec tout le respect que je dois à la mémoire de ceux qui sont morts pour leur patrie, il faut prendre soin des vivants.

Les parties turque et arménienne ont qualifié de « atmosphère constructive positive et tenue. »

Les envoyés auraient échangé leurs points de vue préliminaires concernant le processus de normalisation par le dialogue entre l'Arménie et la Turquie. Les parties ont convenu de poursuivre les négociations sans conditions préalables en vue d'une normalisation complète.

La date et le lieu de leur deuxième réunion seront décidés en temps voulu par la voie diplomatique.

Bien que la Turquie ait été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance de l'Arménie vis-à-vis de l'ex-Union soviétique, les pays n'ont pas de relations diplomatiques et la Turquie a fermé sa frontière commune en 1993, en signe de solidarité avec l'Azerbaïdjan qui était enfermé dans un conflit avec l'Arménie à propos de la région du Haut-Karabakh.

La Turquie refuse également de reconnaître le génocide arménien, commis entre 1915 et 1923, lorsqu'environ 1,5 million d'Arméniens ont été massacrés par le gouvernement ottoman. L'écrasante majorité des historiens considèrent largement l'événement comme un génocide.

En 2009, Ankara et Erevan sont parvenus à un accord à Zurich pour établir des relations diplomatiques et ouvrir leur frontière commune, mais la Turquie a déclaré plus tard qu'elle ne pourrait pas ratifier l'accord tant que l'Arménie ne se serait pas retirée du Haut-Karabakh.

En 2020, la Turquie a fortement soutenu l'Azerbaïdjan dans le conflit de six semaines avec l'Arménie sur le Haut-Karabakh qui s'est terminé par un accord de paix négocié par la Russie qui a permis à l'Azerbaïdjan de prendre le contrôle d'une partie importante du Haut-Karabakh.

par [Jean Eckian](#)

5- L'Express

27/01/2022

Turquie-Arménie : les dessous du rapprochement

(Lire l'article en pièce jointe)

6- Les Nouvelles d'Arménie

27/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89497

L'Arménie n'a pas encore pris de décision finale concernant sa participation au Forum diplomatique d'Antalya

Il n'y a pas encore de décision finale concernant la participation du ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et du vice-président du Parlement Ruben Rubinyan, qui est l'envoyé spécial de l'Arménie pour le

processus de dialogue avec la Turquie, au Forum de la diplomatie d'Antalya, a déclaré le président de la commission parlementaire permanente arménienne des Affaires étrangères Eduard Aghajanyan lors d'un briefing aujourd'hui.

Invité à commenter la déclaration du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu, selon laquelle Ararat Mirzoyan et Ruben Rubinayn participeront au Forum diplomatique d'Antalya en mars prochain, E. Aghajanyan a déclaré : « *Pour l'instant, il n'y a pas de décision finale concernant leur participation* ».

Auparavant, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu, avait déclaré que l'Arménie était également invitée à participer au Forum diplomatique d'Antalya, prévu du 11 au 13 mars 2022. Les ministres des affaires étrangères participent à ce forum.

Lors d'une récente conférence de presse, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a déclaré qu'il était fort probable que l'Arménie accepte l'invitation à participer à ce forum, mais il a ajouté que tout dépendait de la situation du moment. Source Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

7- Le Courrier d'Erevan

27/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/la-turquie-envisage-douvrir-des-vols-entre-les-regions-turques-et-larmenie>

La Turquie envisage d'ouvrir des vols entre les régions turques et l'Arménie

Ankara envisage d'ouvrir des vols depuis l'Arménie vers diverses régions de son pays et de développer les liens commerciaux avec Erevan, a

rapporté mardi le journal Hürriyyet, citant des discussions à huis clos sur la politique étrangère au sein de l'administration présidentielle turque.

« Dans un premier temps, il a été décidé d'ouvrir des liaisons aériennes avec l'Arménie. Le prochain point à l'ordre du jour sera la question des vols vers d'autres régions. En particulier, Van pourrait devenir un centre touristique pour les Arméniens. Dans le même temps, il est prévu de restaurer certaines structures historiques, telles que le pont et les bâtiments près de Kars, auxquels les Arméniens attachent une grande importance. Afin de réduire la pression exercée par la diaspora arménienne, les liens commerciaux seront développés dans le même temps », indique le journal.

Auparavant, la direction de l'aviation civile turque avait déclaré que la Turquie et l'Arménie allaient ouvrir des liaisons aériennes à partir du 2 février, avec des vols trois fois par semaine.

8- Les Nouvelles d'Arménie

27/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89501

Vandalisme azéri près de Hadrout en Arstakh occupée où la croix a été retirée du dôme de l'église arménienne de la Croix Blanche



L'Azerbaïdjan poursuit constamment la politique de destruction du patrimoine culturel et des traces arméniennes dans les territoires occupés de la République de l'Artsakh.

Les sites Tert.am, et le site Web war.karabakhrecords.info rapportent l'information de ce vandalisme azéri sur une église arménienne près de Hadrout occupée par les Azéris depuis la guerre de 44 jours en Artsakh.

Selon la source, l'église Spitak Khach (Croix Blanche) du village de Vank dans la région de Hadrout a été ajoutée aux exemples de génocide culturel commis par l'Azerbaïdjan depuis la fin de 2020 dans les territoires occupés de l'Artsakh. Il ressort clairement des séquences vidéo diffusées sur la section azérie des réseaux sociaux que les Azéris ont retiré la croix du dôme de l'église arménienne. De plus, sous prétexte de reconstruire le temple, en plus de la croix, les Azéris a démoli le toit de l'église.

Toutes ces actions montrent que l'Azerbaïdjan tente d'effacer complètement les traces de la culture arménienne dans la région, en présentant une autre église arménienne comme appartenant à la communauté Udie.

Début novembre 2021, l'Azerbaïdjan a organisé une visite de cette église aux représentants de la communauté Udi. Ainsi, lors de la visite de l'église, celle-ci a été présentée comme un « monument de la culture albano-oudi », en toute

violation de la réalité de l'appartenance arménienne de l'église.

La date exacte de la construction de cette église arménienne est inconnue. La plus ancienne inscription sur l'église remonte au XIV^e siècle (1333). L'inscription est conservée à l'intérieur de l'église, sous le khachkar de l'arc nord. Il est inscrit : « Moi, Sirakh (Siraq), j'ai érigé ce khachkar pour mon père, Khutlap, en 1333. »

Une autre inscription affirme : "Il a été construit en 1735. C'est l'année de Tahmasp (-kuli) khan. Le beffroi a été construit à la mémoire de l'évêque Avanes, fils de Surap. » C'est probablement l'année de la reconstruction du clocher de l'église. Source Tert.am.

Krikor Amirzayan

9- Le Courrier d'Erevan

27/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/les-azerbaïdjanais-ne-sont-autorises-se-rendre-en-terres-occupees-quune-fois-par>

Les Azerbaïdjanais ne sont autorisés à se rendre en terres occupées qu'une fois par an

Les citoyens azerbaïdjanais ne pourront se rendre dans les zones occupées de l'Artsakh qu'une fois par an.

Le chef du service national des transports routiers, Anar Rzayev, a déclaré que les billets de bus seront disponibles uniquement sur le site web yolumuzgarabaga.az au prix de 10,40 AZN (5 euros), et qu'un certain nombre de citoyens recevront des billets gratuits.

Les bus traverseront l'Artsakh sous escorte policière.

On peut supposer que les Azerbaïdjanais souhaitant se rendre dans les territoires occupés ne sont pas nombreux, de sorte qu'une limite incompréhensible a été imposée au nombre de visites - une par an. Ou bien Aliyev a-t-il quelque chose à cacher à ses propres citoyens ? En particulier, comment leurs impôts sont blanchis. Si Aliyev a « restitué » aux Azerbaïdjanais leur terre historique, pourquoi n'ont-ils le droit que de l'entrevoir ?

À quoi servent les cafés chics qui s'ouvrent dans les églises arméniennes si la ville reste une installation militaire et que les touristes n'y sont pas attendus avant longtemps ?

10- Les Nouvelles d'Arménie

27/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89473

Un envoyé de l'UE salue les commentaires « positifs » de Pachinian sur l'Azerbaïdjan

Un haut diplomate de l'Union européenne a félicité mercredi 26 janvier le Premier ministre Nikol Pachinian pour s'être tenu à une rhétorique conciliante et avoir souligné l'importance de la normalisation des relations de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan.

Toivo Klaar, représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud, a réagi à l'interview télévisée de M. Pachinian diffusée lundi.

« J'ai été heureux de voir plusieurs remarques positives et tournées vers l'avenir dans l'interview donnée par le Premier ministre le 24 janvier 2022, en particulier sur sa vision de l'avenir de la région, la normalisation des relations entre les voisins et la rhétorique liée au conflit des années 1990 », a déclaré Klaar au

service arménien de RFE/RL.

« Les parties doivent faire beaucoup plus lorsqu'il s'agit de gérer le passé et l'héritage du conflit », a-t-il ajouté dans des commentaires écrits. « Il s'agit en effet d'un processus long mais certainement crucial qui doit impliquer les sociétés des deux côtés. »

Dans son interview, M. Pachinian a évité de condamner les déclarations belliqueuses du président azerbaïdjanais à l'encontre de l'Arménie et les affirmations selon lesquelles la victoire de l'Azerbaïdjan dans la guerre de 2020 a mis fin au conflit du Haut-Karabakh et qu'Erevan et d'autres parties du pays sont des « terres historiques azerbaïdjanaises ».

Pachinian a établi des parallèles entre la rhétorique agressive d'Aliiev et les déclarations faites par des politiciens en Arménie et au Karabakh après la victoire arménienne dans la première guerre du Karabakh.

« Les déclarations fréquemment exprimées depuis l'Azerbaïdjan reflètent les déclarations faites en Arménie après 1994... Ces déclarations [d'Aliyev] contiennent un certain élément de vengeance et nous devons en tenir compte », a-t-il déclaré.

M. Pachinian a également réaffirmé son soutien ferme à l'ouverture de liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elles contribueront à la paix régionale et apporteront des avantages économiques à l'Arménie, a-t-il déclaré.

M. Klaar et une haut diplomate française se sont rendus à Bakou et à Erevan la semaine dernière pour discuter avec les dirigeants arméniens et azerbaïdjanais des efforts en cours pour désamorcer les tensions le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

L'envoyé de l'UE a répété mercredi qu'il était satisfait des résultats des discussions. Mais il n'est pas entré dans les détails.

« Nos discussions de la semaine dernière ont été positives et nous sommes impatients de poursuivre notre engagement avec les parties pour les aider à construire un Caucase du Sud sûr, stable et prospère », a-t-il déclaré.

11- Les Nouvelles d'Arménie

26/01/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89447

L'opposition accuse Pachinian de faire des déclarations pro-azéries

Les représentants des deux principales forces d'opposition arméniennes ont accusé le Premier ministre Nikol Pachinian d'avoir à nouveau signalé qu'il était prêt à aider l'Azerbaïdjan à reprendre le contrôle total du Haut-Karabakh.

Dans une interview télévisée diffusée lundi 24 janvier, en fin de journée, M. Pachinian a été invité à commenter la possibilité d'une reconnaissance par l'Arménie de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan par le biais d'un « traité de paix » recherché par Bakou.

Il a répondu en affirmant que l'Arménie l'avait déjà fait lorsqu'elle a signé et ratifié en 1992 un traité sur la création de la Communauté des États indépendants (CEI) post-soviétique.

« L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont reconnu de jure en 1992 l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriale [de l'autre] dans les limites des frontières existant dans la CEI », a-t-il déclaré.

M. Pachinian a également fait valoir que l'intégrité territoriale des États a été l'un des principaux éléments des plans de paix sur le Karabakh élaborés conjointement par les médiateurs américains, russes et français.

Les élus représentant la principale alliance d'opposition, Hayastan, n'ont pas tardé à dépeindre ces remarques comme une preuve supplémentaire de la volonté de Pachinian de mettre fin au contrôle arménien sur le Karabakh. L'un d'entre eux, Gegham Manukian, l'a accusé de faire écho aux « arguments azerbaïdjanais » dans le conflit.

« Selon lui, le Karabakh est l'Azerbaïdjan. Point final », a écrit sur Facebook un autre député de Hayastan, Andranik Tevanian.

Tigran Abrahamian, du bloc Pativ Unem, l'autre force d'opposition parlementaire, a ajouté sa voix à ces allégations mardi.

« Nikol Pachinian essaie de prouver que l'Artsakh est un territoire azerbaïdjanais », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

M. Abrahamian a également fait valoir que les « principes de Madrid » pour un règlement du conflit du Karabakh, qui ont été présentés pour la première fois par les puissances médiatrices en 2007, incluent non seulement l'intégrité territoriale, mais aussi le droit des peuples à l'autodétermination.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

12- Le Courrier d'Erevan

26/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/la-turquie-va-emprunter-114-milliard-de-dollars-lazerbaidjan-pour-stabiliser-la-livre-turque>

La Turquie va emprunter 1,14 milliard de dollars à l'Azerbaïdjan pour stabiliser la livre turque

La Turquie est sur le point de signer un accord d'échange de devises d'un milliard d'euros (1,14 milliard de dollars) avec l'Azerbaïdjan dans les prochaines semaines. Cette information a été rapportée à Middle East Eye (MEE) par deux officiels turcs.

« Le contrat est presque prêt. Il y a maintenant des questions bureaucratiques à résoudre, ce qui prend du temps », a déclaré un haut fonctionnaire turc à MEE.

Toutefois, il semblerait que l'Azerbaïdjan ouvre un compte de dépôt d'un milliard d'euros auprès de la Banque centrale de Turquie au lieu de conclure un accord de swap.

Le 19 janvier, Ankara a conclu un accord d'échange de devises de près de 5 milliards de dollars avec les Émirats arabes unis, dans un contexte de crise monétaire qui a dévasté les coffres de l'autorité de régulation turque. L'accord sera valable pour trois ans avec possibilité d'extension.

La Turquie a fortement besoin d'un soutien financier dans un contexte de dépréciation record de la lire par rapport au dollar, due en grande partie aux difficultés rencontrées par le président turc Recep Erdogan en matière de taux d'intérêt. Si l'on exclut les swaps et les engagements, les réserves internationales nettes de la Banque centrale turque sont tombées à moins 56 milliards de dollars en décembre 2021, soit le niveau le plus bas depuis 2002.

Selon les analystes, les accords d'échange avec divers pays, dont le Qatar, la Chine et la Corée du Sud, ne sont que des solutions temporaires, alors que les besoins de financement extérieur d'Ankara continuent de croître

13- Eurasianet

27/01/2022

<https://eurasianet.org/armenia-introduces-new-restrictions-as-covid-again-rises>

Armenia introduces new restrictions as COVID again rises

The country has belatedly introduced a COVID pass system to enter restaurants and bars as the vaccination rate remains at just 28 percent.

[Ani Mejlumyan](#)

As its COVID-19 numbers begin again to rise dramatically, Armenia is instituting further restrictions aimed at limiting the spread of the disease.

On January 27, the country [recorded](#) over 2,500 cases over a 24-hour period, a sharp jump from around 300 new cases per day the week before. Daily counts of [new cases in the double digits](#) were not unheard of in December and much of January.

Among the new infections: Prime Minister Nikol Pashinyan, whose office announced that he had the disease on January 26. Pashinyan, who has been vaccinated and got a booster shot, is reported to be asymptomatic and will be working remotely; he also tested positive for the disease in June 2020.

The country documented its first case of the Omicron variant on January 8, and on January 22 rolled out a COVID pass system. Entrance to restaurants, bars, and other entertainment venues is limited to those who have a QR code indicating that they have been vaccinated or got a recent negative test result.

Armenia is a relative latecomer to the system; neighboring Azerbaijan [introduced](#) a similar COVID passport last September, and Georgia [in December](#).

As elsewhere, early enforcement of the new rules has been spotty. Some venues diligently scan every code and verify visitors' identity documents, but others just give the app a quick glance or don't ask for it at all.

Prominent digital security expert Samvel Martirosyan said that the system does not adequately protect user data, as it transmits the information including passport numbers to third-party apps used to scan the QR codes.

"The most incredible thing is that if my QR code is scanned in every cafe, they will be able to see my name, patronymic, surname, birth date and passport number. Well, who decided that we should know everything about each other? Who decided that my passport number is public information? And if that's the case, add something else - home address, phone number, social security number," Martirosyan wrote in a January 22 [Facebook post](#).

After such concerns were raised, the Ministry of Health initially brushed them off, [pointing out](#) that participation in the system was voluntary. But on January 26 the ministry [announced](#) that all data from the system other than the name and surname will be hidden, and that venues do not have to scan the code but only verify that the app has marked them as safe.

Meanwhile, the country remains largely unvaccinated against COVID. Less than 28 percent of the population has been fully vaccinated, according to [official data](#).

Older Armenians are particularly unvaccinated; only 18 percent of those over 60 have gotten two shots. "Most vaccinated people are between 35 and 60 years old. 60-plus peoples' vaccination numbers are low which is concerning," Health Minister Anahit Avanesyan [said](#) at a January 27 cabinet meeting. Nevertheless, the vaccinations have helped reduce the number of infected people who need to be hospitalized, she said, as only 5 or 6 percent of those with the disease are now in hospital.

The age differential is likely connected to [new regulations](#) requiring employers to demand proof of either vaccination or recent negative PCR tests from their workers. As of October, just before the rule went into effect, about 7 percent of Armenians were vaccinated.

Anti-vaccination sentiment in Armenia remains high and many have responded to the new COVID pass system by simply deciding not to go out.

“I’m not going anywhere since I don’t want to get vaccinated,” one young woman told the TV network [5th Channel](#) during a vox pop about the new regulations. “During the highest peak of COVID, when everything in Europe was strict, Armenia did nothing. Now, when the economy is down and businesses have to work they are coming up with these restrictions.”

Some restaurants also have chafed against the new restrictions. “In short, the healthcare benefit is zero but the negative effect on business is 100 percent,” Ashot Barseghyan, the head of the trade group Restaurant Association, told 5th Channel.

Ani Mejlumyan is a reporter based in Yerevan.

14- Aleteia

27/01/2022

<https://fr.aleteia.org/2022/01/27/en-armenie-une-eglise-mise-a-rude-epreuve/>

En Arménie, une Église mise à rude épreuve

[Kira von Bock-Iwaniuk](#) - [AED](#) -

Responsable des projets de l’Aide à l’Église en Détresse (AED) en Arménie depuis un an et demi, Marco Mencaglia revient sur la situation du pays et le rôle central joué par l’Église locale.

Il y a un plus d’un an, dans la nuit du 9 au 10 novembre 2020, après près d’un mois et demi de conflit dans l’enclave du Haut-Karabakh, peuplée et défendue par les Arméniens, l’Arménie et l’Azerbaïdjan ont signé un accord de cessez-le-feu.

Une situation qui, si elle fait beaucoup moins de bruit médiatique, demeure dramatique. De retour d'un déplacement en Arménie, Marco Mencaglia, responsable au sein de l'AED des projets dans le pays, décrit la situation et les difficultés auxquelles doit faire face l'Église locale. « Dans un tel contexte, il est compréhensible que l'Église se consacre à une intense activité sociale en faveur des plus faibles pour offrir un espoir, une alternative à l'abandon de leur pays natal », détaille-t-il.

L'Arménie est un pays paléochrétien qui forme aujourd'hui une enclave chrétienne dans un environnement islamiste de plus en plus hostile. Comment se passent les relations avec la Géorgie ?

Marco Mencaglia : La Géorgie et l'Arménie partagent des frontières, mais sont des pays complètement différents en ce qui touche leur histoire, leur culture, leur langue et leur alphabet. Néanmoins, à l'échelle cléricale, nous pouvons constater plusieurs points communs : l'Église catholique y constitue une petite minorité. Leur présence institutionnelle est relativement jeune, mais elles fournissent un travail exceptionnel dans le domaine social à travers l'organisation Caritas et les communautés religieuses. Dans les deux pays, l'héritage de la foi chrétienne est d'une exceptionnelle richesse : dès le IV^e siècle de notre ère, l'Arménie et la Géorgie étaient les premières nations du monde à adopter le christianisme comme religion d'État. D'après une statistique actuelle (Pew Research, 2018), les deux pays occupent toujours la première place parmi 34 pays européens au niveau du nombre de fidèles adultes par rapport à l'ensemble de la population, et ce malgré l'avancée de la sécularisation. De fait, les deux pays sont soumis à une pression constante après les graves conflits armés en Abkhazie et en Ossétie du Sud, tout comme après ceux qui se sont déroulés récemment dans l'Artsakh. Les pertes dramatiques en vies humaines et la gestion des immenses flots de réfugiés ont causé de graves difficultés aux gouvernements respectifs.

Quel est le plus grand défi auquel doit faire face l'Église arménienne ?

En Arménie, l'Église catholique est presque exclusivement présente dans les régions du nord-ouest du pays ainsi que dans certaines communes du sud-ouest de la Géorgie, au-delà de la frontière. Ce sont des contrées pauvres et inhospitalières situées à plus de 2.000 mètres d'altitude, où les hivers sont très

rudes et durent jusqu'à six mois. Le taux de chômage est très élevé, et pour de nombreuses personnes, l'émigration définitive ou saisonnière dans les pays voisins constitue la seule option viable. Dans un tel contexte, il est compréhensible que l'Église se consacre à une intense activité sociale en faveur des plus faibles pour offrir un espoir, une alternative à l'abandon de leur pays natal.

L'Église s'engage également pour encourager les nouvelles vocations, car par rapport aux véritables besoins des fidèles, le nombre de prêtres et de religieux est assez limité. Aussi peu que l'Église catholique géorgienne, l'Église d'Arménie ne dispose d'un propre séminaire, les étudiants sont donc répartis sur différents séminaires en Europe occidentale. Le projet de création d'un séminaire à Gyumri, le siège épiscopal, est momentanément bloqué faute de moyens.

L'Arménie a non seulement vécu un génocide, mais aussi subi des cataclysmes - le terrible tremblement de terre de 1988 - et elle a récemment été bouleversée par l'expulsion des Arméniens de l'Artsakh, une autre catastrophe d'origine humaine... Le séisme de 1988 a touché exactement les régions du nord-ouest du pays habitées par les catholiques. Comme je l'avais évoqué, la réponse de l'Église dans le domaine social a été très importante. La crise récente était naturellement liée à l'accueil des familles réfugiées de l'Artsakh. Dans la situation d'urgence qui régnait à l'automne 2020, il s'agissait de plus de 90.000 personnes. La première année après le conflit, le réseau de soutien international a pu couvrir les besoins les plus urgents. C'est maintenant que se posent les problèmes, alors que les regards du monde ne sont plus tournés vers l'Arménie et que le flux d'aide a drastiquement diminué. De nombreuses familles chrétiennes ont tout perdu. La grande majorité d'entre elles sont des mères élevant seules leurs enfants, qui vivent toujours dans la précarité.

15- Aleteia

27/01/2022

<https://fr.aleteia.org/2022/01/27/soeur-haguinta-religieuse-en-armenie-il-ny--aura-pas-davenir-commun-sans-pardon/>

Pour cette religieuse en Arménie, « Il n’y aura pas d’avenir commun sans pardon »

[Agnès Pinard Legry](#)

Religieuse de la congrégation des sœurs arméniennes catholiques de l’Immaculée Conception, sœur Haguinta Muradian est arrivée en Arménie en 1993. Elle y accompagne depuis les Arméniens dans leurs joies et leurs peines, leurs bonheurs et leurs souffrances.

« Mes grands-parents sont des rescapés du génocide et ont fui au Liban. Moi-même je suis née au Liban et ce n’est qu’à l’âge de 38 ans, en 1993, que je suis retournée en Arménie comme religieuse. » Les mots de sœur Haguinta Muradian, membre de la congrégation des sœurs arméniennes catholiques de l’Immaculée Conception, résonnent avec force. Alors qu’elle va témoigner ce vendredi 28 janvier lors de [la Nuit des Témoins](#) organisée par l’Aide à l’Église en détresse (AED) à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, elle revient pour Aleteia sur son quotidien et les personnes qu’elle et les autres religieuses de sa congrégation accompagnent au quotidien. « Depuis le début du conflit, plus de 3.800 soldats âgés de 18-19 ans sont morts au combat, laissant derrière eux des mères effondrées, des sœurs profondément marquées », confie la religieuse à Aleteia. « Et que dire pour les mères des plus de 2.000 jeunes soldats qui ont disparu et dont on n’a pas trouvé de trace ? ». En parallèle, alors que 44 jours de guerre entre l’Azerbaïdjan et les défenseurs du Haut-Karabakh fin 2020 ont causé la mort de 7.000 soldats, « plus de 100.000 Arméniens chassés de leur terre natale tentent de survivre ». Entretien.

Aleteia : En quoi consiste votre mission en Arménie ?

Sœur Haguinta Muradian : Depuis l'arrivée de notre congrégation au début des années 1990, nous avons ouvert des centres éducatifs pour les enfants orphelins, une colonie de vacances pour les orphelins, un centre pour les jeunes filles, une chorale pour des orphelines... On s'occupe de ces enfants orphelins ou délaissés par leurs parents, on les accueille chez nous, on les nourrit, on les éduque et on leur fait découvrir l'amour du Christ. Je me trouve personnellement au centre de Tachir, ville située à un peu moins de 100 kilomètres de la capitale Erevan.

Fin septembre 2020, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan fin 2020 au Haut-Karabakh a bouleversé le pays. Comment votre congrégation s'est-elle adaptée ?

Les attaques menées sur les civils ont forcé 120.000 habitants à fuir leur maison. 6.000 familles ont trouvé refuge en Arménie. Deux sœurs ont ouvert le camp d'été Notre-Dame d'Arménie à Dzaghkatsor pour accueillir 50 familles, soit plus que 160 personnes. D'autres sœurs ont aussi accueilli chez elles au centre Boghossian à Gyumri sept familles soit 35 personnes, des mères et des enfants sans abri.

Toutes les personnes accueillies ont perdu leur maison...

Après le cessez-du-feu, plusieurs familles sont retournées en Artsakh, mais bien souvent elles ont retrouvé leur logement délabré. Certaines familles ont même choisi de brûler leur propre maison avant de fuir. Aujourd'hui, nous continuons à soutenir les familles déplacées des régions d'Artsakh occupées par l'Azerbaïdjan jusqu'à ce qu'une solution pérenne soit trouvée pour leur retrouver une maison.

Quelle est votre espérance pour l'avenir ?

Il faut toujours espérer, ancrer sa foi au plus profond car le soleil succède systématiquement aux nuages. Il faudra aussi réussir à pardonner à l'ennemi, ce n'est que comme cela que la nation arménienne trouvera la paix.

L'avenir passe-t-il par le pardon ?

Je le pense. Après ce n'est évidemment pas facile de pardonner de tels actes et surtout s'il n'y a pas eu de justice auparavant ou de demande de pardon. Mais il le faut. Il n'y aura pas d'avenir commun sans pardon. Les enfants nous le demandent d'ailleurs souvent : comment va-t-on pardonner un peuple qui nous fait du mal ? Qui a tué mon frère ? Mon père ? On leur explique alors le message du Christ. Qui nous a donné le premier exemple ? C'est Jésus, sur la croix, en disant :

« Père, pardonne-leur : ils ne savent pas ce qu'ils font. » Jésus a été crucifié pour nous, pour chacun de nous, et il a pardonné. Nous devons à notre tour pardonner.

16- RCF

28/01/2022

<https://rcf.fr/articles/culture-et-societe/persecution-des-chretiens-des--temoins-racontent>

Persécution des chrétiens, des soirées témoignage dans plusieurs villes de France

Nigeria, Sri Lanka et Arménie : ce sont les trois pays mis à l'honneur cette année lors de la Nuit des Témoins, organisée par l'Aide à l'Église en détresse (AED) du 22 au 28 janvier. Lors de veillées organisées dans différentes villes de France, des témoins racontent ce qu'ils vivent et ce qu'endure leur Église : discriminations, intimidations, destructions, emprisonnements ou condamnations.

Diffusion de la Nuit des Témoins 2022 en direct sur RCF

Ce vendredi 28 janvier à 20 heures, RCF diffuse la Nuit des Témoins en direct depuis la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre à Paris.

La 13e édition de la Nuit des Témoins

"On a besoin d'avoir des témoins en chair et en os", affirme Thomas Oswald. Quoi de mieux en effet pour rendre ces informations plus proches et plus concrètes que le récit singulier d'un témoin, qui lui donne chair à travers son expérience, son regard, ses émotions ? Les persécutions ou au moins les difficultés auxquelles les chrétiens doivent faire face dans certains pays sont

parfois évoquées dans les médias, mais il faut admettre que ces réalités nous semblent souvent très éloignées de nous et de nos préoccupations. Voilà pourquoi l'AED organise chaque année la [Nuit des Témoins](#) dans différentes villes de France.

L'AED, depuis 75 ans au service des chrétiens persécutés

C'est en 1947 que le père Werenfried, un religieux hollandais, a fondé l'Aide à l'Église en détresse (AED) dans un esprit de réconciliation, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la mission principale de l'AED est de soutenir les victimes de persécutions religieuses, partout dans le monde, et cette aide se concrétise, entre autres, par des projets de formation, d'éducation ou d'aide aux transports.

"L'AED a pour première mission l'information", rappelle Thomas Oswald, du service information de l'AED. Les Églises en détresse, "ce sont les Églises où les chrétiens ne peuvent pas vivre correctement leur foi, soit parce qu'il y a trop pression de la société autour, soit parce que le gouvernement leur met des bâtons dans les roues".

Dans le Haut-Karabakh, la destruction d'un patrimoine chrétien millénaire

Cette année, trois pays sont mis en avant lors de la Nuit des Témoins. Le Nigéria est le "pays qui enregistre chaque année le plus grand nombre de martyrs". Au Sri Lanka, se tient le procès des terroristes à l'origine des attentats de Pâques 2019. Quant à l'Arménie, c'est un pays encore traumatisé par le conflit et la défaite face à l'Azerbaïdjan. En 2020, les 44 jours de guerre entre l'Azerbaïdjan et les défenseurs du Haut-Karabakh ont causé la mort de 7.000 soldats.

Parmi les témoins invités à s'exprimer : Sœur Haguinta Mouradian, religieuse arménienne. Son gouvernement ne persécute pas les chrétiens, c'est du reste la première nation chrétienne. Mais dans sa région frontalière avec l'Azerbaïdjan, en particulier dans la région du Haut-Karabakh, les Arméniens sont

chassés. *"Il y a des destructions massives qui sont faites en ce moment de cimetières millénaires, d'églises. C'est tout un patrimoine chrétien très très ancien qui est détruit en ce moment même de la part de l'Azerbaïdjan"*, raconte Thomas Oswald.

17- Corse Net Infos

28/01/2022

https://www.corsenetinfos.corsica/Le-Comite-de-jumelage--Corse-Armenie-veut-booster-les-relations-entre-la-Corse-et-la-Republique-d-Artsakh_a62687.html

Le Comité de jumelage Corse-Arménie veut booster les relations entre la Corse et la République d'Artsakh

Philippe Jammes

Lors d'une conférence de presse donné dans leurs locaux bastiais, les responsables du Comité de Jumelage Corse-Arménie ont dévoilé leurs projets. Ils veulent notamment booster les relations entre la Corse et la République d'Artsakh. CNI a fait le point avec le président du Comité, Alexandre Santerian.

- Dressez-nous un état des lieux ?

- La République d'Arménie et la République d'Artsakh constituent un ensemble de territoires historiquement de même origine. Ces territoires ont fait l'objet de multiples conquêtes et attaques avec, en point d'orgue, le génocide perpétré par l'État turc en 1915. Les événements qui aujourd'hui se succèdent avec particulièrement la politique agressive et meurtrière de l'Azerbaïdjan s'inscrivent dans la continuité de ce qui est un crime contre l'humanité et dont la Nation arménienne, composante historique de la région, est la principale victime. Depuis deux ans, l'Arménie et l'Artsakh sont au cœur de l'actualité avec une guerre meurtrière de 44 jours d'une rare violence qui a fait plus de 5000 victimes arméniennes.

- La passerelle entre la Corse et L'Arménie ?

- La Corse n'est pas insensible à cette situation. Dès lors qu'il s'agit des droits historiques de la Nation Arménienne, de son droit à l'autodétermination, et de son combat contre l'islamo-fascisme turc, nouvelle forme néo impérialiste et colonialiste. Elle l'est d'autant plus que notre île abrite en son sein de nombreux corses d'origine arménienne qui se sont naturellement intégrés au peuple corse. De cet enrichissement humain qui remonte au XIIème siècle, et aussi porté spécifiquement par toutes ces personnes qui entre autres ont fui les forces sanguinaires turques responsables du génocide en 1915, et qui ont naturellement trouvé refuge et pain en Méditerranée et spécifiquement en Corse, est née aujourd'hui notre structure.

- Comment évolue-t-elle ?

- Notre comité est constitué juridiquement sous forme associative et a pour objet principal d'établir, d'échanger et de renforcer les liens naturels et humains entre Corse et Arménie avec ses deux républiques et ce quelles que soient les opinions et appartenances philosophiques, politiques, religieuses, culturelles et autres. Notre activité a déjà permis de mettre en place une coopération relationnelle entre la République d'Arménie, la République d'Artsakh et la Corse. Si on parle beaucoup d'Arménie dans le monde et si déjà beaucoup lui viennent en aide, c'est moins le cas pour l'Artsakh dont la république n'est toujours pas reconnue. Cette coopération en direction de l'Arménie et notamment de l'Artsakh est basée sur le modèle de la décentralisation européenne et concerne plusieurs secteurs et filières : échanges universitaires, culture, commerce et industrie, agriculture et élevage, sport, médical. Mais cette liste n'est pas exhaustive. Les différents

échanges que nous avons eu ont suscité des projets qui, au niveau européen, dès lors qu'ils sont validés, bénéficient d'un support financier, permettant ainsi une consolidation de cette mutualisation entre la République d'Arménie, la République d'Artsakh et la Corse.

- Aujourd'hui votre but est donc de renforcer ces liens ?

- Nous avons axé nos actions sur un jumelage ou plutôt une charte d'amitié entre la ville de Bastia et celle de Stepanakert en Artsakh. En effet juridiquement il ne peut y avoir de Jumelage entre les deux villes puisque la République d'Artsakh n'est pas encore reconnue. Aussi avons-nous mandaté une délégation à Yerevan, la capitale de la République arménienne, avec une rencontre avec l'ex-ambassadeur de France, Jonathan Lacôte. Ce dernier a affiché son intérêt pour une coopération entre les Universités de Corse et de Yerevan. Une autre délégation a été reçue aux ministères de la République d'Artsakh et à cette occasion plusieurs protocoles de coopération ont été signés dans le secteur de la santé et de l'éducation.

- Où en est-on côté corse ?

- On souhaite engager concertations et discussions avec toutes les composantes de la société corse sur la pertinence de nos projets et études, et ce dans un souci d'intégrité non lucrative. On a déjà eu de bons échos du côté de Core in Fronte notamment avec sa commission internationale et de Corsica Libera. Mais à l'évidence la multiplicité des échanges en Corse, en France, en Arménie et en Artsakh semble déranger. Depuis quelques temps notre comité semble se heurter à un insidieux acharnement policier et judiciaire ainsi qu'à des tentatives d'intimidation. Il y a peu nous avons été sommés de cesser toute activité sur le plan associatif, culturel et politique tant en Corse qu'à l'international...Il y a des pressions venant de Turquie et d'Azerbaïdjan pour empêcher ces chartes d'amitiés. Lorsqu'elles sont créées certaines sont même attaquées juridiquement. C'est quelque chose à quoi il faut s'attendre.

- La situation est-elle bloquée ?

- Pas question de céder. Notre rencontre au ministère des affaires étrangères de la République d'Artsakh à Stepanakert nous a conforté sur la défense et la

reconnaissance de l'indépendance de cette dernière et des droits de son peuple à disposer de ses propres institutions. L'acharnement dont nous sommes victimes n'entamera nullement notre détermination. Notre comité a su faire partager en Corse, en France et sur les territoires arméniens la crédibilité de ses travaux. Récemment nous avons organisé deux jours de commémoration pour le 24 avril : un rassemblement de soutien aux prisonniers de guerre et le [premier Noël arménien en Corse](#) dont vous vous êtes fait l'écho. Nous en sommes fiers. Nous continuerons sur cette voie.

- Vos prochaines actions ?

- Notre comité prend aujourd'hui l'initiative de rencontrer tous les groupes de la Collectivité de Corse afin de les informer sur les projets que je viens de vous citer. On fait appel à toutes les forces vives de Corse pour soutenir notre démarche, et avec elle l'aspiration de la République d'Arménie et de la République d'Artsakh à disposer librement de leur avenir et de vivre enfin en paix sur leurs territoires originels. Nous sommes là pour mettre la machine en route, favoriser les échanges, ensuite tout se fera entre les différents acteurs de chaque côté, pas question par exemple que des finances transitent par notre comité.
